



Communiqué de presse du 15 juin 2022

**Le ministère de la santé
maltraite ses inspecteurs,
les usagers sont en danger !**



Contact Presse :

Jean-Pierre SEVERE / 01 40 56 89 60 / syndicat-unsafederation-sante-cohesion-sociale@sante.gouv.fr

Le livre « *Les Fossoyeurs* » de Victor CASTANET, a rendu visible un des scandales dont nos aînés sont victimes dans certains établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Au-delà des pratiques révoltantes d'un gestionnaire peu scrupuleux, c'est toute la politique publique des personnes âgées dépendantes qui est interrogée. Avec, au premier chef, les moyens que la collectivité est prête à consacrer pour permettre un traitement digne des personnes accueillies. C'est aussi l'ensemble du champ de compétence du ministère de la santé qui est concerné par le sous-dimensionnement de ses moyens de contrôle sur les établissements de santé publics et privés, établissements pour personnes handicapées et âgées, protection juridique des majeurs, etc.

Le Gouvernement a annoncé le recrutement de 150 inspecteurs pour effectuer sur 2022 et 2023 l'inspection systématique des 7.500 EHPAD en France. Une gageure quand on sait le temps qu'il faut pour préparer, conduire et assurer le suivi d'une inspection menée selon les règles. La multiplication des contentieux contre les ARS lancés par les groupes comme KORIAN, ORPEA ou BRIDGE atteste qu'on ne peut pas improviser dans cette affaire.

25 ans après un rapport au vitriol de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) qui concluait déjà à un abandon par le Ministère de la santé de sa mission de contrôle conduisant à un « *monde sanitaire et social hors contrôle* », les suppressions massives d'effectifs d'inspecteurs dans les ARS ont continué. Entre 2014 et 2020, leur nombre tous corps confondus a chuté de 28%. Le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale a perdu 256 postes sur cette période, bien plus que les 150 postes annoncés pour le contrôle des EHPAD !

Le **SNIASS-UNSA et la fédération UNSA Santé Cohésion sociale** dénoncent cette incapacité du Ministère de la santé à tenir ses engagements. Les 150 recrutements annoncés ne sont toujours pas mis en œuvre ! C'est pour le moment une promesse en l'air du Gouvernement pour calmer le scandale. Pire encore, les décisions de ces derniers mois prises sur l'inspection - contrôle ont comme conséquence de rendre encore plus difficile l'exercice des missions et de retirer toute perspective de valorisation présente et à venir pour les inspecteurs ! Ce double discours où les actes sont totalement contraires à la parole donnée est vécu comme une trahison par les agents sur le terrain.

La carence de ce ministère réside dans son incapacité à programmer ses besoins et se traduit également dans la gestion calamiteuse de ses personnels. Alors qu'il se sont vus reconnaître un statut de corps d'encadrement supérieur en 2017, les inspecteurs de l'action sanitaire et sociale sont toujours dans l'attente de la concrétisation de cette reconnaissance en termes réglementaire et indiciaire qui renforceraient l'attractivité de ce métier ! Les promotions de nouveaux IASS ne font plus le plein. De nombreux lauréats se tournent vers d'autres concours plus rémunérateurs.

Il est pour le moins paradoxal qu'au moment où l'actualité démontre la nécessité pour ce ministère de renforcer ses missions de contrôle, il échoue à convaincre le Ministère de la fonction publique pour renforcer l'attractivité du corps de l'inspection de l'action sanitaire et sociale, pourtant indispensable à l'exercice des missions régaliennes de contrôle visant à protéger les personnes vulnérables dans notre société.
